



Rapport sur la notation de la place financière 01.12.2020:

1. Introduction

L'accord de Paris sur le climat parle explicitement d'une "responsabilité commune mais différenciée". La Suisse s'est engagée démocratiquement à apporter sa contribution. En raison de ses émissions par habitant historiquement élevées, la Suisse a non seulement une responsabilité particulière comme les autres pays industrialisés, mais elle a également les moyens de mettre en œuvre l'objectif de net zéro beaucoup plus rapidement que les autres pays. Il est tout particulièrement de la responsabilité de l'industrie financière suisse (l'une des plus riches du monde!) de pousser pour des changements fondamentaux. Elle produit en effet environ vingt fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que l'ensemble de la population suisse¹ - soit plus de 2 % des émissions mondiales. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat estime qu'il n'y a que 50 % de probabilité que le net zéro en 2050 limite le réchauffement climatique à 1,5 °C². Compte tenu des risques liés à un réchauffement climatique supérieur à 1,5°C (mort des coraux, propagation des vagues de chaleur et des sécheresses, dangers liés aux points de basculement), cet objectif de zéro en 2050 ne semble pas acceptable.

Demandes³:

La Grève du Climat exige des flux financiers transparents de la part des **institutions financières suisses (FI)**⁴, une réduction des émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre des flux financiers à zéro net d'ici 2030, des mesures et des voies de réduction clairement définies, ainsi que l'exclusion immédiate des flux financiers provenant et entrant dans les combustibles fossiles. Le Conseil fédéral et le Parlement doivent élaborer les bases juridiques nécessaires à cet effet.

Ce qui s'est passé jusqu'à présent:

Fin 2019, un total de 84 IF, dont des banques, y compris la Banque nationale suisse (BNS), des sociétés de gestion de fortune et des compagnies d'assurance, ainsi que tous les membres du Parlement et du Conseil fédéral⁵, ont reçu une lettre dans laquelle nous communiquions nos exigences. Cela a marqué le début de notre processus d'échange et de rencontres avec diverses IF. En été 2020, ces mêmes IF⁶ ont également reçu un [questionnaire](#) et l'[argumentaire](#), notre "examen final". Cela a permis l'établissement du classement que nous publions aujourd'hui.

Pourquoi y a-t-il un "examen" / un classement?

Il est difficile de classer les institutions financières en fonction de leur respect du climat. La plupart d'entre elles déclarent sur leur site web qu'elles sont "durables" ou qu'elles prennent au sérieux l'accord de Paris sur le climat. Toutefois, ces déclarations ne permettent pas de savoir à quoi cela ressemble en pratique. À l'aide du questionnaire, nous avons maintenant déterminé dans quelle mesure les IF prennent réellement leur responsabilité climatique au sérieux. De cette façon, nous voulons également montrer **la nécessité d'action individuelle et augmenter la pression** sur les IF.

¹ Climat - Plan directeur Suisse, (Alliance climatique 2017).

² The IPCC Special report on Global Warming of 1.5°C (IPCC 2019).

³ Pourquoi ces demandes sont nécessaires et ce qu'elles contiennent exactement, vous pouvez lire dans notre [arguments](#)

⁴ Il s'agit notamment des banques, de la Banque nationale, des compagnies d'assurance, des fonds de pension, des fonds de compensation, des sociétés de gestion d'actifs et des fondations.

⁵ Pour en savoir plus : Lettre aux institutions financières ([ici](#)), lettre aux politiciens* ([ici](#)).

⁶ Certaines d'entre elles ont été supprimées et de nouvelles ont été ajoutées, de sorte qu'il y en a actuellement 76.



Les résultats constituent la base de notre classement. Ce point est brièvement présenté, discuté et examiné dans ce qui suit. Le classement a pour but de donner une **image approximative de la situation actuelle** des IF en ce qui concerne leur mesures et objectifs climatiques.

2. Comment le classement a-t-il été établi?

Le classement des centres financiers a été créé sur la base de trois questions, chacune avec trois réponses possibles a, b ou c (voir le [questionnaire](#)), chaque question couvrant un sujet différent:

- Question 1: Transparence
- Question 2: Objectifs de neutralité climatique et plans d'action correspondants d'ici à la fin de 2020
- Question 3: Critères d'exclusion des énergies fossiles

Nous nous sommes concentrés sur les questions 2 et 3, et leur avons ainsi donné une pondération plus élevée, et nous avons utilisé la question 1 sur la transparence uniquement pour arrondir. Étant donné que certaines institutions financières ne peuvent pas répondre directement à nos exigences, mais ont mis en œuvre ou prévoient des mesures, des réponses alternatives sont exposées de manière transparente dans le classement.

3. Résultats

	Note	Neutralité climatique	Critères d'exclusion	Transparence
Alternative Bank Schweiz ¹	6	a	a	a
Forma Futura ¹	6	a	a	a
Freie Gemeinschaftsbank ¹	6	a	a	a
Globalance ¹	6	a	a	a
Oikocredit ²	6	a	a	a
Basellandschaftliche Kantonalbank ¹	5	a	b	b
Graubündner Kantonalbank ¹	5	a	c	c
Rahn + Bodmer ²	5	a	b	b
AXA ²	3	b	c	a
Basler Kantonalbank ¹	3	b	c	
Generali ²	3	b	c	a
Migros Bank ¹	3	b	c	a
Pictet Group ²	3	b	c	b
Swiss Re ²	3	b	c	c



Rapport sur la notation de la place financière 01.12.2020

Thurgauer Kantonalbank ¹	3	b	c	b
Zürcher Kantonalbank ¹	3	b	c	b
Zurich Insurance Company Ltd ²	3	b	c	c
Credit Suisse ¹	2	c	c	b
Obwaldner Kantonalbank ²	2	c	c	c
Raiffeisen ¹	2	c	c	b
Swiss Life ¹	2	c	c	c
Valiant ²	2	c	c	b
Vaudoise Assurances ²	2	c	c	c
Banque Cantonale Vaudoise ²	1.5			
Berner Kantonalbank ²	1.5			
Glarner Kantonalbank ²	1.5			
Julius Bär ²	1.5			
LGT Bank ²	1.5			
Luzerner Kantonalbank ²	1.5			
PostFinance ²	1.5			
Schaffhauser Kantonalbank ²	1.5			
Schwyzner Kantonalbank ²	1.5			
St. Galler Kantonalbank ¹	1.5			
UBS ¹	1.5			
Urner Kantonalbank	1.5			
Aargauer Kantonalbank ¹	1			
Allianz	1			
Aspen RE	1			
Banque Populaire Sondrino	1			
Baloise Asset Management ²	1			
Banque Cantonale du Valais	1			
Banque Bonhôte	1			
Bank J.Safra Sarasin Ltd. ²	1			
Bank Lombard Odier & Co.	1			
CAP Rechtsschutzversicherungen	1			
Cembra Money Bank ²	1			
Freiburger Kantonalbank	1			
Helvetia Versicherungen	1			
Liverty Speciality Markets	1			



Rapport sur la notation de la place financière 01.12.2020

Maerki Baumann & Co	1			
Mirabaud & Cie SA	1			
Mobilier	1			
MS Amlin AG	1			
Munich Re	1			
Nidwaldner Kantonalbank	1			
PartnerRE Zurich Branch	1			
Rentes Genevoises ²	1			
Retraites Populaires ²	1			
Schweizerische Lebensversicherungs-Gesellschaft AG	1			
Schweizerische Nationalbank	1			
Skandia Leben AG	1			
Société Générale	1			
Suva ¹	1			
SYZ Bank	1			
True Wealth	1			
TSM Compagnie d'Assurances	1			
Union Bancaire Privée ²	1			
Validus Reinsurance	1			
Vermögenszentrum	1			
Versicherung der Schweizer Ärzte Genossenschaft	1			
Vontobel Holding AG	1			
VP Bank AG	1			
Zuger Kantonalbank	1			

Légende

¹ Des réunions ont eu lieu avec l'Institut

² Il y a eu un échange écrit avec l'Institut

a La première option de réponse était la meilleure possible à choisir

b La deuxième option de réponse était la meilleure possible à choisir

c La troisième option de réponse était la meilleure possible à choisir

Notes:

6 Réponse a partout



5	Réponse a pour la neutralité climatique ou les critères d'exclusion
4	Réponse b pour la neutralité climatique et les critères d'exclusion
3	Réponse b pour la neutralité climatique ou les critères d'exclusion
2	Réponse c pour la neutralité climatique et les critères d'exclusion
1.5	Questionnaire non ou pas clairement rempli, mais répondu par une lettre
1	Pas répondu au questionnaire

Résumé

Questionnaire envoyé : 76

Nombre de réponses au questionnaire : 23

Questionnaire non rempli, mais l'échange a eu lieu : 12

Échange intensif, tel que rencontré en personne ou via le zoom : 17

- note 6: Cinq IF répondent à toutes les exigences.
- note 5: trois IF se sont engagés à atteindre un niveau zéro net d'ici 2030, mais ne peuvent pas encore (avec effet immédiat) exclure complètement les combustibles fossiles.
- note 3: Dix IF se sont engagés à atteindre un solde net nul d'ici 2050 et à publier des mesures climatiques pertinentes d'ici la fin de l'année. Aucun de ces dix IF n'exclut complètement les combustibles fossiles.
- note 2: Quatre autres ne peuvent ni présenter de plans d'action pour l'objectif zéro net 2050 d'ici la fin de l'année, ni exclure les combustibles fossiles. Deux de ces quatre IF publient les résultats de l'évaluation des incidences sur le climat (PACTA) de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).
- note 1.5: Douze ont répondu à notre questionnaire, mais ne l'ont pas rempli ou ne l'ont pas rempli clairement.
- note 1: 42 autres IF n'ont pas du tout répondu à notre questionnaire.

Outre le fait que plus de la moitié des IF contactées n'ont pas répondu au questionnaire et que de nombreuses réponses ont été reçues après la date limite, certaines institutions n'ont pas pu remplir le questionnaire immédiatement - ou ne l'ont pas rempli correctement. Bien qu'il ait été clairement indiqué lors de l'envoi du questionnaire qu'il devait être rempli et renvoyé, nous avons reçu de longues explications de la plupart des IF sur leurs "mesures climatiques", mais aucun questionnaire rempli. Certaines IF ont également renvoyé des questionnaires avec des croix supplémentaires ou du texte modifié. Ainsi, certains questionnaires n'ont été retournés et n'ont pu être évalués que lorsque nous avons rendu possible une seconde remise.

Interprétation des résultats

Les conclusions les plus importantes de l'examen final de la Grève du Climat sont les suivantes:

- **Nos revendications sont réalisables:** Comme le montrent les résultats de l'examen, les revendications de la grève du climat sont mises en œuvre par différentes IF. Même les banques cantonales et privées se sont engagées à atteindre l'objectif de zéro net en 2030 et nous informeront d'ici la fin de l'année de leurs prochaines étapes.



- **Contradiction des mots et des actes:** En plus des six IF qui se sont fixés un objectif de zéro net d'ici 2030, seuls dix autres peuvent s'engager à atteindre l'objectif de zéro net d'ici 2050 et à présenter les mesures correspondantes d'ici la fin de l'année. Ces résultats montrent une fois de plus⁷ à quel point la place financière suisse est loin de mettre en pratique l'accord de Paris sur le climat, ratifiée il y a trois ans. Cela contraste fortement avec la façon dont les institutions financières se présentent au public comme étant "durables" ou même "vertes". Là où il est écrit vert, il doit avoir du vert dans l'action !
- **L'absence de mesures:** Le fait que toutes les institutions financières qui se sont engagées à atteindre le niveau zéro net d'ici 2050 n'excluent pas immédiatement les combustibles fossiles montre que ces institutions ne disposent pas actuellement de mesures concrètes. En général, de nombreuses IF n'ont pas été en mesure de placer la croix à zéro net d'ici 2050 (2 b), car ils n'ont actuellement aucune mesure concrète à présenter d'ici la fin de l'année pour un objectif que la Suisse s'est fixé il y a trois ans. Néanmoins, nombre de ces IF analysent actuellement leurs flux financiers et planifient des mesures.
- **Un manque de transparence persistant:** malgré nos efforts au cours de l'année écoulée, la grande majorité des IF ne sont pas transparentes sur leurs flux financiers. Il est donc impossible pour la société civile, la politique et l'administration de vérifier le respect du climat décrit par les IF. C'est pourquoi nous invitons les IF et les autorités responsables à assurer une plus grande transparence des flux financiers.

4. Reflet de l'approche

- **Limitation de l'enquête:** les critères du questionnaire sont minimes : la réalisation de l'objectif net zéro et l'exclusion des énergies fossiles sont loin d'être suffisantes pour rendre possible un monde respectueux du climat. Le classement ne reflète pas le respect ou non-respect du climat des flux financiers des IF étudiés. Par un zéro net d'ici 2030, la note aborde la question de la justice envers les générations futures. Il montre aussi clairement que les institutions financières suisses portent une grande responsabilité. Le classement ne couvre pas d'autres aspects centraux des flux financiers écologiques⁸, comme le respect de la non-discrimination ou de la justice distributive (pauvres-riches, nord-sud) dans leurs activités. En outre, il se limite à la crise climatique et ne couvre donc pas les autres crimes contre la nature (y compris l'humanité) tels que la destruction des forêts tropicales et des écosystèmes sensibles, la crise de la biodiversité, la protection des droits des peuples autochtones, etc. Il ne prétend donc pas tester pleinement la "durabilité" des flux financiers des IF.
- **La pollution climatique n'est pas prélevée:** Notre classement porte uniquement sur la transparence et les objectifs des IF et ne fournit aucune information sur l'impact climatique réel de l'IF individuel (sauf en ce qui concerne l'exclusion des combustibles fossiles). Ainsi, bien que deux IF puissent avoir la même note, les dommages qu'elles causent à notre planète peuvent toujours être différents!
- **Options de réponse limitées:** En raison des possibilités de réponse limitées dans le questionnaire, une IF peut être amenée à choisir la pire option, qui ne reflète pas tous ses efforts. Ainsi, les IF ayant le même score peuvent se trouver à des stades différents de leur action en faveur du climat. Cependant, pour que la grève du climat prenne les

⁷ Cf. également les résultats actuels du [test de compatibilité climatique](#) de l'OFEV.

⁸ Climate Justice and Inequality ([Harlan et al., 2015](#))



mots au sérieux, il faut des mesures concrètes qui couvrent tous les flux financiers. Si une IF ne le démontre pas, il nous est difficile de faire confiance aux mots et aux objectifs.

- **La qualité des mesures climatiques n'a pas été enregistrée:** Bien que notre classement couvre les objectifs climatiques et la présentation de mesures climatiques d'ici la fin de l'année, la question de leur qualité reste ouverte et se déterminera dans l'avenir.
- **Changement de système?** À ce jour, il n'y a toujours pas de preuves scientifiques que la crise climatique puisse être stoppée dans le système financier et économique actuel, qui dépend de la croissance. La prétendue "croissance verte", c'est-à-dire le découplage absolu de la croissance du PIB, de la consommation des ressources et des émissions associées, reste une illusion⁹ naïve. La surconsommation des sociétés privilégiées, scientifiquement prouvée, ne peut pas être simplement rendue "durable" et "renouvelable". En tant que société, nous devons remettre en question et changer nos valeurs et notre façon de vivre et d'agir. Par conséquent, la réorientation des flux financiers vers des projets et des entreprises démocratiques et respectueuses du climat (tels que les projets communautaires, l'approvisionnement décentralisé en énergie renouvelable, etc) est une contribution indispensable des IF.

5. Que se passe-t-il ensuite?

Les IF qui n'ont pas encore participé au classement peuvent toujours soumettre des questionnaires. Les questionnaires déjà soumis peuvent également être mis à jour. Nous mettrons régulièrement à jour le classement sur le site web de la Grève du Climat à mesure que des progrès pertinents seront réalisés. Tant les institutions financières que les décideurs politiques ont maintenant le devoir urgent de prendre des mesures concrètes et efficaces. La Grève du Climat va augmenter cette pression pour agir dans les mois à venir par le biais de diverses actions telles que "[Merry Crisis](#)". La contribution que les individus peuvent apporter à la mise en œuvre la plus rapide de nos exigences et ce que nous demandons aux personnes au pouvoir institutionnels et politiques peut être lue dans nos **instructions d'action**.

Nous devons réfléchir ensemble à la manière dont nous pouvons rendre notre système financier suisse respectueux du climat. Sur quelles valeurs voulons-nous que notre système financier soit basé ? Nous sommes convaincus que la maximisation des profits nous a conduits à la crise. D'autres valeurs doivent être communiquées afin de sortir de la crise. Des concepts tels que l'ESG ou le financement durable sont beaucoup trop limités. Ce qu'il faut, ce sont des efforts qui vont au-delà et qui se concentrent sur la justice climatique.

Date :
01 décembre 2020

Auteurs :
Annabelle Ehmann, Fabienne Ulrich, Samuel Lüthi, Stephan Kägi, Stephanie Wyss

⁹ [EEB 2019](#), [Hickel & Kallis 2020](#)